
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**Accord-cadre relatif à des travaux de remplacement du groupe froid de
l'installation AMANDE**

Mode de passation du marché public	Marché à procédure adaptée
Homogénéité des besoins	Fournitures et/ou services homogènes en raison de leur caractéristique propres
Code CPV	45300000-0 – Travaux d'équipement du bâtiment. 45331230-7 – Travaux d'installation de matériel de refroidissement.
Nomenclature ASNR	ASNR-2025-057-GF AMANDE

ACHETEUR

ASNR (Siège social)
15 rue Louis Lejeune
92120 MONTROUGE
Tél. : 01 58 35 88 88

Interlocuteurs ASNR

*Affaire suivie **administrativement** par :*

Marine RIGAL
ASNR/DAF/SAC/CCA (Cellule de Coordination des Achats)
Téléphone : 01.58.35.93.17
Courriel : marine.rigal@asnr.fr

*Affaire suivie **techniquement** par :*

Nelson MAGALOTTI
ASNR/PSE-SANTE/SDOS/LMDN
Téléphone : 04 42 19 97 10
Courriel : nelson.magalotti@asnr.fr

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - Préambule	3
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document	4
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public	6
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché.....	8
ARTICLE 5 - Durée.....	9
ARTICLE 6 - Règlementation des prix	10
ARTICLE 7 - Modalités de règlement	11
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat	13
ARTICLE 9 - Conditions d'exécution du marché	14
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité	19
ARTICLE 11 - Clauses relatives au développement durable	20
ARTICLE 12 - Protection des données à caractère personnel	21
ARTICLE 13 - Pièces et attestations à fournir	22
ARTICLE 14 - Propriété intellectuelle.....	23
ARTICLE 15 - Modifications du marché public.....	24
ARTICLE 16 - Assurances.....	26
ARTICLE 17 - Nantissement	27
ARTICLE 18 - Pénalités	28
ARTICLE 19 - Résiliations	30
ARTICLE 20 - Règlement des différends	31
ARTICLE 21 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-Travaux	32
Annexe n°1 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur les principaux sites de l'ASNR.....	33

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

L'« **acheteur** » est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection ou ASNR

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du CCAG : est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

Ordre de service valant bon de commande : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité, sans réserve, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par l'acheteur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

Le « **maître de l'ouvrage** » est l'acheteur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Le « **maître d'œuvre** » est la personne physique ou morale, publique ou privée, qui, en raison de sa compétence technique, est chargée par le maître de l'ouvrage ou son mandataire, afin d'assurer la conformité architecturale, technique et économique de la réalisation du projet objet du marché, de diriger l'exécution des marchés de travaux, de lui proposer leur règlement et de l'assister lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement. Les documents particuliers du marché mentionnent le nom et l'adresse du maître d'œuvre. Si le maître d'œuvre est une personne morale, il désigne la personne physique qui a seule qualité pour le représenter, notamment pour signer les ordres de service.

La « **réception** » est l'acte par lequel l'acheteur déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. Cet acte est le point de départ des délais de garantie dans les conditions fixées au chapitre V du présent CCAG

Est un **prix forfaitaire** tout prix qui rémunère le titulaire pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui soit est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, soit ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété.

Est un **prix unitaire** tout prix qui n'est pas forfaitaire au sens défini à l'alinéa précédent, notamment tout prix qui s'applique à une nature d'ouvrage ou à un élément d'ouvrage dont les quantités ne sont indiquées dans le marché qu'à titre évaluatif.

Le **délai d'exécution des travaux** est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux

Nota bene : Le terme d'accord-cadre s'entend comme « accord-cadre » ou « marché » au sein du présent CCAP.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ PUBLIC

3.1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre a pour objet des travaux de remplacement du groupe froid à eau glycolée existants par un nouveau groupe froid.

3.2 - TYPE DE MARCHÉ

Le présent marché constitue un accord-cadre composite comprenant une partie marché ordinaire et une partie accord-cadre à bons de commande, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du code de la commande publique.

3.3 - DEFINITION DES PRESTATIONS DU MARCHÉ

Les prestations du marché ordinaire traité à prix forfaitaire inclus :

- La déconnexion hydraulique et électrique, le retrait et l'évacuation du groupe froid actuellement en place ;
- La fourniture, la mise en place et la connexion hydraulique et électrique sur l'installation du nouveau groupe froid ;
- La prestation de mise en service du nouveau groupe froid.

La prestation de l'accord-cadre à bon de commande inclus :

- L'ajout en eau glycolée

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges.

3.4 - DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le marché est décomposé en tranches en application de l'article R2113-4 du Code de la commande publique.

L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à la décision de l'ASNR de l'affermir. Elle est notifiée au Titulaire au plus tard dans un délai de un (1) jour avant la mise en œuvre de cette dernière. Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente ni d'indemnité de dédit en cas d'affermissement avec retard ou de non-affermissement.

Le présent marché comporte deux (2) tranches optionnelles..

Les prestations réalisées sous la forme de tranche ferme concernent :

- La déconnexion hydraulique et électrique, le retrait et l'évacuation du groupe froid actuellement en place ;
- La fourniture, la mise en place et la connexion hydraulique et électrique à l'identique sur l'installation du nouveau groupe froid ;
- La prestation de mise en service du nouveau groupe froid.

Les prestations réalisées sous la forme de tranches optionnelles concernent :

- Tranche optionnelle 1 : Modifications électriques
- Tranche optionnelle 2 : Vérification initiale réglementaire

La décision d'affermissement prendra la forme d'une décision simple.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux les pièces du marché sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

- **1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Annexe financière (AF)
 - Annexe n°2 : Acte de sous-traitance, le cas échéant
 - Annexe n°3 : Acte de mise au point du marché, le cas échéant
- **2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Accès et coordonnées des différents sites de l'ASNR
 - Annexe n°2 : Questions – réponses lors de la procédure
- **3. Le Cahier des charges (CCTP) ou tout document qui en tient lieu et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Documentation technique du groupe froid existant
 - Annexe n°2 : Schéma électrique de l'alimentation du groupe froid existant
 - Annexe n°3 : Le calendrier du projet
- **4. Cahier des clauses administratives générales (CCAG) en vigueur à la date de notification du marché et applicables aux marchés de travaux (CCAG-Travaux)**
- **5. Le planning d'exécution des travaux qui deviendra contractuel à l'issue d'une mise au point entre l'ASNR et le Titulaire lors de la réunion préparatoire**
- **6. L'offre technique du Titulaire ou tout autre document qui en tient lieu**

ARTICLE 5 - DUREE

5.1 - DUREE

Le marché est conclu à compter de sa date de notification et prendra fin à l'expiration de la période de garantie.

Son début d'exécution est fixé à sa date de notification.

Le marché a une durée ferme de dix-huit (18) mois à compter de la date de début d'exécution mentionnée ci-dessus.

Toutefois, les marchés subséquents notifiés avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutables. Leur durée d'exécution ne pourra dépasser six (6) mois après la date d'échéance de l'accord-cadre et dans les conditions fixées au présent CCAP, en fonction de la complexité de l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que des contraintes de qualité imposées par l'ASNR.

Le marché n'est pas reconductible.

5.2 - DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution seront précisés dans l'offre du Titulaire dans le cahier des charges ou dans le planning d'exécution.

5.3 - PROLONGATION DE LA DUREE DU MARCHE

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié pour les conditions énumérées ci-dessous. En dehors de celles-ci, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Ainsi, justifient une prolongation de la durée :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le représentant de l'acheteur ;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est proposée par le maître d'œuvre après avis du titulaire, et décidé par le représentant de l'acheteur qui la notifie au titulaire.

ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

6.1 - FORME DE PRIX

Les prestations relatives au présent marché sont à prix forfaitaires et unitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

L'accord-cadre, incluant la partie marché ordinaire et bon de commande, est conclu :

- Sans montant minimum
- Avec un montant maximum, sur la durée totale, de 120 000 € HT

L'atteinte du montant maximum entraîne de fait l'expiration du marché.

6.2 - DETERMINATION DU PRIX (DE REGLEMENT)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

6.3 - CONTENU DES PRIX

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte et les prix sont établis de telle sorte qu'aucune prestation ne soit à fournir par le maître d'ouvrage. Le cas échéant, les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent marché.

6.4 - TYPE DE PRIX

Le présent marché s'exécute à prix fermes et demeurent invariants pendant toute sa durée.

En l'absence de prix révisable et si un délai supérieur ou égal à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le Titulaire, alors en qualité de candidat, a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, les prix du marché seront actualisés à compter de la date de début d'exécution du marché.

Le prix ainsi actualisé constitue le prix de règlement pendant toute la période ferme d'exécution. Il pourra être révisé dans les conditions mentionnées ci-dessus.

L'actualisation est régie par les dispositions suivantes :

L'indice utilisé est : Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 - Identifiant 001710986

Formule utilisée : $P_a = P_0 \times [0.3 + (0.7 \times S1/S0)]$

Avec :

- ✚ P_a : prix de règlement après l'actualisation ;
- ✚ P_0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement à la notification ;
- ✚ I_1 : dernier indice publié trois mois avant la date de début d'exécution des prestations ;
- ✚ I_0 : dernier indice publié au mois de dépôt des offres.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

7.1 - FINANCEMENT DU MARCHE

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité le budget de l'ASNR.

7.2 - AVANCES

Sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique, le Titulaire peut s'opposer au bénéfice de l'avance.

Dans les conditions fixées aux articles R2191-3 à R2191-11 du code de la commande publique et par dérogation à l'article 10.1 du CCAG Travaux, le montant de l'avance est égal à 30% du montant initial TTC de la part forfaitaire et ferme.

Toute avance doit être remboursée à 100% dès lors que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de la prestation considérée (le cas échéant : tranche ferme, période ferme, bon de commande ou marché subséquent considéré).

7.3 - ACOMPTES

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes, à l'avancement, dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

7.4 - ECHEANCIER DE PAIEMENT

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique, à terme échu, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

7.5 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'ASNR sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client ASNR par son SIRET (SIRET ASNR : 130 001 803 00035) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché ASNR qui sera communiqué au Titulaire sous le format suivant en page de garde de l'acte d'engagement.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 12 du CCAG-Travaux en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

7.6 - CESSIION DE CREANCE

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée au Service des Achats (ASNR – Direction Administrative et Financière – Service des Achats - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

7.7 - DELAI DE PAIEMENT

7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'ASNR, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires

En application des articles L2192-12 et L2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1^{er} sur la base provisoire des sommes admises par l'ASNR. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

8.1 - MARCHES SIMILAIRES

L'ASNR se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations similaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

8.2 - EMPLOI DE TRAVAILLEURS HANDICAPES

Le présent marché ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

9.1 - OBLIGATIONS GENERALES

9.1.1 - Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à atteindre les résultats et niveaux de qualités définis au présent marché.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'ASNR dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'ASNR. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question, touchant, directement ou indirectement, la réalisation des prestations.

9.1.3 - Obligation de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

9.1.4 - Obligation de confidentialité et respect du secret des affaires

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'ASNR, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'ASNR, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

9.2 - OBLIGATIONS PARTICULIERES

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ASNR la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché. Ce personnel doit être agréé par l'ASNR. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l'ASNR pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'ASNR pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'ASNR puisse être engagée de ce fait.

9.3 - LIEU(X) D'EXECUTION

Le marché s'exécute sur le site de Cadarache (13).

Au titre de sa présence dans les locaux de l'ASNR, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent marché, sera tenu de respecter :

- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs en vigueur pour l'installation ;

L'ASNR se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur.

En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l'ASNR au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L'ASNR pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

9.4 - REMISE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables tels que décrits dans le cahier des charges aux jalons prévus dans le planning établi lors de la réunion de lancement.

A défaut, les livrables devront être remis, au plus tard, le jour de la réception des travaux.

9.5 - MISE EN ŒUVRE DES BONS DE COMMANDES (AUSSI APPELES ORDRE DE SERVICES)

9.5.1 - Emission du besoin

Dans le cas où l'ajout en eau glycolée est nécessaire, un devis sera transmis par le Titulaire précisant la quantité d'unité nécessaire. L'unité et les prix remis devront être conforme à ceux prévus au bordereau de prix de l'annexe financière.

9.5.2 - Emission et notification du bon de commande

Les bons de commande sont notifiés par l'ASNR au Titulaire.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul, compétence, pour formuler des observations à l'ASNR.

9.6 - EXECUTION DES PRESTATIONS

9.6.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du présent marché doivent être conformes aux normes visées par les pièces contractuelles du marché.

9.6.2 - Implantation des ouvrages

Ces opérations sont à la charge du Titulaire et sont comprises dans l'offre.

9.6.3 - Préparation, coordination et exécution des travaux

Les réunions suivantes seront réalisées :

- la réunion de lancement, initiée après la notification du marché ;
- les réunions de suivi en cours d'exécution des travaux (autant que de besoin) et toutes les réunions prévues par les pièces techniques ;
- À tout moment, une réunion non initialement planifiée pourra être organisée, sur l'initiative de l'ASNR, du maître d'œuvre ou du Titulaire, si le contexte l'exige, sans rémunération complémentaire.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire et la Maître d'œuvre sous 5 jours ouvrés à compter de la réunion et soumis à l'accord préalable de l'ASNR avant toute diffusion.

Le cas échéant, un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

9.6.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le Titulaire est soumis aux obligations qui lui incombent en application des dispositions du Code du travail.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

9.6.5 - Etudes d'exécution (plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail)

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'ouvrage.

9.6.6 - Installation et organisation du chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier conformément à la réglementation en vigueur y compris la totalité des fluides liés au chantier (abonnements et consommations).

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

La responsabilité de la garde du chantier et des risques qui en découlent est à la charge du Titulaire du marché.

9.6.7 - Achèvement du chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets générée par le présent marché est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du Titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le Titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le Titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. Au fur et à mesure de l'avancement des prestations, le Titulaire doit procéder à :

- l'enlèvement ou la restitution des installations et ouvrages provisoires établis par lui, ou mis à sa disposition par l'ASNR, à l'exclusion de ceux que l'ASNR veut conserver sur les lieux,
- la libération des locaux mis à sa disposition,
- le nettoyage et la remise en état des lieux.

9.6.8 - Opérations de réception des travaux et mise à disposition des ouvrages ou parties d'ouvrages

Le titulaire avise, le maître de l'ouvrage, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le maître d'ouvrage procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de vingt (20) jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

L'exécution des travaux doit aboutir à la livraison à l'ASNR, au jour de la réception, d'un ouvrage achevé dans les conditions de qualité prévues aux documents contractuels ou à défaut, aux meilleures conditions de qualité prévues par les D.T.U. ou les règles de l'art.

Les opérations préalables à la réception sont :

- les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- la reconnaissance de l'état des lieux livrés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévus au marché.

La réception fait l'objet d'un procès-verbal dressé par l'ASNR et signé par les parties. Si le Titulaire refuse de signer, il en est fait mention. Si la réception peut être prononcée, l'ASNR mentionne la date d'achèvement des travaux ainsi que les réserves dont est assortie éventuellement la réception.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes. Le délai de levée des réserves, pendant lequel le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons, sera fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garanti.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, l'ASNR peut les faire exécuter par une autre entreprise aux frais et risques du Titulaire sans qu'il puisse s'y opposer.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

9.6.9 - Garantie de parfait achèvement

La garantie de parfait achèvement s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par l'ASNR, soit au moyen de réserves mentionnés au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour les vices, malfaçons ou désordres constatés ou relevés postérieurement à la réception.

Les travaux font l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un (1) an à compter de la date de signature du procès-verbal de réception ou, en cas d'une réception partielle des ouvrages, à compter de la date d'effet de cette réception partielle des ouvrages.

Le délai de traitement des imperfections, des malfaçons, des problèmes de fonctionnement des équipements dans le cadre de la garantie de parfait achèvement sera fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de déclaration d'imperfections.

Si pendant ce délai de garantie, les travaux qui se révèlent nécessaires n'ont pas été exécutés par l'entreprise dans le délai qui lui est imparti par l'ASNR dans l'ordre de service les prescrivant ou à défaut dans un délai maximum de trois (3) mois, l'ASNR pourra faire procéder à l'exécution desdits travaux, par toute entreprise de son choix, aux frais, risques et périls du Titulaire.

Si à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncées dans les ordres de service, le délai de garantie peut être prolongé par décision de l'ASNR, jusqu'à exécution complète des travaux et prestations, que ceux-ci soient assurés par le Titulaire ou qu'elle le soit d'office.

Cette décision notifiée au Titulaire fera opposition à la libération de la retenue de garantie, garantie à première demande ou à la levée de la caution personnelle prévue au contrat.

9.6.10 - **Garantie décennale**

Le Titulaire garantit ses ouvrages et équipements dans les conditions définies aux articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du Code civil.

9.7 - **POSSIBILITES DE RECOURIR A UN AUTRE OPERATEUR ECONOMIQUE QUE LE TITULAIRE DU MARCHE**

9.7.1 - **En cas de défaillance du Titulaire**

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'ASNR se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'ASNR mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

9.7.2 - **Dérogations au principe d'exclusivité**

Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer au présent accord-cadre et seul le Titulaire peut se voir attribuer des bons de commandes..

ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire doit remettre au moment de la réunion de lancement un Plan de Management Par la Qualité (« PMPQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent marché.

Le PMPQ ou tout document équivalent est soumis à l'acceptation préalable de l'ASNR.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, l'ASNR pourra procéder à un contrôle des conditions d'exécution des prestations, et de manière générale, du respect des obligations à la charge du Titulaire. Dans le cadre d'un audit, l'ASNR devra informer le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis minimum de dix (10) jours ouvrés. Si l'ASNR ne procède pas lui-même à l'audit, il mandatera un tiers indépendant qui sera non concurrent du Titulaire sur les prestations objet du présent accord et qui devra signer un engagement de confidentialité.

Durant l'audit, le Titulaire s'engage à collaborer en toute bonne foi avec l'ASNR ou son représentant et à lui faciliter son audit en lui procurant toutes les informations nécessaires et en répondant à ses demandes afférentes à l'audit. L'ASNR s'engage à conduire l'audit en veillant à désorganiser au minimum l'exécution des prestations du Titulaire.

A l'issue de l'audit, un exemplaire du rapport d'audit sera remis à chaque partie, qui le conservera strictement confidentiel. Dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de sa remise, les parties examineront de bonne foi ensemble, avec si nécessaire la présence des auditeurs, le rapport d'audit. Le cas échéant, ils identifieront les actions à engager par l'une ou l'autre des parties pour garantir la bonne exécution des prestations selon les niveaux de service contractuels.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir de la réalisation de l'audit pour diminuer sa responsabilité sur ses obligations contractuelles et l'exécution des prestations préalables à l'audit, en cours ou planifiées. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché pourra être résilié de plein droit, sans aucune indemnité, aux torts du Titulaire.

ARTICLE 11 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

11.1 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le présent marché présente une clause environnementale.

Le Titulaire veille à ce que les travaux et prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des travaux, sur simple demande du représentant de l'ASNR ou du Maître d'œuvre

Le Titulaire veille ainsi, à faire une utilisation raisonnée et raisonnable des ressources premières.

11.2 - CLAUSE RELATIVE A L'INSERTION SOCIALE

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

Le titulaire s'attèlera toutefois à proposer des collaborateurs en situations de handicap dans la mesure du possible.

ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'ASNR et supprimées si nécessaires à l'issue du contrat.

ARTICLE 13 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ASNR, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « [Résiliation](#) » au sein du présent document.

ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1 - DEFINITION DES TERMES PROPRES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les « **résultats** » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Le « **savoir-faire** » : est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est :

1° Secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;

2° Substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des résultats ;

3° Identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

Les « **connaissances antérieures** » : désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au Titulaire du marché ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence. Les connaissances antérieures sont identifiées dans les documents particuliers du marché.

Les « **tiers désignés dans le marché** » : désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que l'ASNR pour l'utilisation des résultats.

14.2 - REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est choisi d'appliquer le régime de propriété intellectuelle prévu par le CCAG.

ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC

15.1 - CLAUSES DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'ASNR se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En raison de travaux supplémentaires devenus nécessaires et imprévisibles au moment du dépôt des
- offres ;
- En cas de nécessité de prolonger ou de modifier les délais d'exécution en cas de circonstances échappant à la responsabilité du Titulaire ;
- En raison de prestations similaires supplémentaires telles que prévues par l'article R2122-7 du code de la commande publique ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par la construction d'un nouveau bâtiment de l'ASNR ou de l'acquisition de nouveaux terrains ;
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières entraînant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché ;
- En application des dispositions de l'article 25 du CCAG – Travaux.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l'ASNR ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d'actes de modification du marché (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d'exécution du marché.

15.2 - AUGMENTATION OU DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Il est fait application des dispositions du CCAG Travaux.

15.3 - MODIFICATIONS DE RÉFÉRENCES EN COURS DE MARCHÉ

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- que les nouvelles références respectent le cahier des charges (CCTP) ;
- que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du Titulaire ;
- que l'ASNR en ait été informé.

En cas de demande de changement définitif de référence produit :

Cette demande de changement devra être faite à l'ASNR au plus tard un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation.

En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit (cas de rupture momentanée à ne pas faire subir aux sites) :

Cette demande de changement devra être faite à l'ASNR sept (7) jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par l'ASNR.

Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet. Dans le cas où le prix unitaire du produit de remplacement serait inférieur à celui du produit remplacé, le Titulaire fera bénéficier l'ASNR d'une remise équivalente.

15.4 - CHANGEMENT LIE AU STATUT DU TITULAIRE

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'ASNR dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du *K-bis* mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'ASNR.

15.5 - CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir l'ASNR, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'ASNR vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'ASNR est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

16.1 - ASSURANCES DU TITULAIRE

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 8 du CCAG-Travaux, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

Au titre du présent marché de travaux, le Titulaire doit également contracter :

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 - NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 18 - PENALITES

18.1 - DETERMINATION DES PENALITES

18.1.1 - Pénalités pour retard dans l'achèvement des travaux

Lorsque le délai contractuel d'exécution des travaux est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvrable de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 300 €.

18.1.2 - Pénalité en lien avec la manipulation des fluides frigorigènes

Une pénalité forfaitaire de 1 500 € sera appliqué par constat de l'une des infractions suivantes :

- Manipulation de fluides sans attestation de capacité ;
- Opération de dégazage ;
- Non récupération intégrale des fluides avant intervention ou démantèlement ;
- Recharge d'installation fuyarde.

18.1.3 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance

La non-remise du contrat de sous-traitance par le Titulaire à l'ASNR voit s'appliquer une pénalité de 1 000 € par jour ouvrable de retard.

18.1.4 - Pénalités pour absence aux rendez-vous de chantier et autres réunions d'ordre administratif ou technique

En cas d'absence à une des réunions de chantier, d'ordre administratif ou technique, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'appliquer au titulaire sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 €, par absence constatée par le maître d'ouvrage.

18.1.5 - Pénalités pour non-respect des dispositions relatives à la gestion des déchets

Si le Titulaire ne s'exécute pas après un ordre de service et une mise en demeure restée sans effet après un délai de cinq (5) jours, les matériels, installations et objets divers non enlevés sont transportés d'office hors du chantier à ses frais et risques, avec application d'une pénalité de un pour mille du décompte général hors TVA, par jour calendaire de retard.

18.1.6 - Pénalités pour non-respect de l'environnement

En cas de non-respect de l'environnement, le Titulaire encourt les pénalités suivantes :

- 150 € pour le brulage, l'enfouissement, le manquement caractérisé au tri des déchets,
- 150 € par infraction pour le non-respect des horaires du chantier, du plan de circulation, du stationnement des véhicules avec le moteur en fonctionnement, du stationnement des véhicules dans les zones non prévues à cet effet, du stockage des produits dangereux en dehors des zones réservées ainsi que la pollution des sols et des sous-sols.
- 150 € par infraction pour la végétation détériorée, les salissures sur la voie publique, le stockage de fournitures et de matériels dans les espaces non prévus à cet effet, et le non-respect des prescriptions pour les nuisances sonores.

18.2 - CUMUL DES PENALITES

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

18.3 - PLAFONNEMENT DES PENALITES

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 10% du montant de référence des prestations objet du manquement.

18.4 - PLANCHER DES PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est pas appliqué d'exonération de pénalités de retard en-dessous d'un montant de 1 000€ sur l'ensemble du marché.

18.5 - FACTURATION DES PENALITES

Les pénalités seront facturées par l'ASNR au Titulaire.

18.6 - CARACTERES DES PENALITES

Les pénalités appliquées au Titulaire :

- Sont applicables seulement sur les montants fermes du marché (tranches fermes, périodes initiales ou reconduites, bons de commandes notifiées)
- Ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR ;
- Doivent être calculés en jours calendaires.

ARTICLE 19 - RESILIATIONS

19.1 - GENERALITES

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

19.2 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

19.3 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En cas de faute du Titulaire

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.

ARTICLE 20 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Marseille.

ARTICLE 21 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Les articles suivants dérogent au CCAG-Travaux :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux sur la hiérarchie des pièces contractuelles

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-Travaux en matière de confidentialité

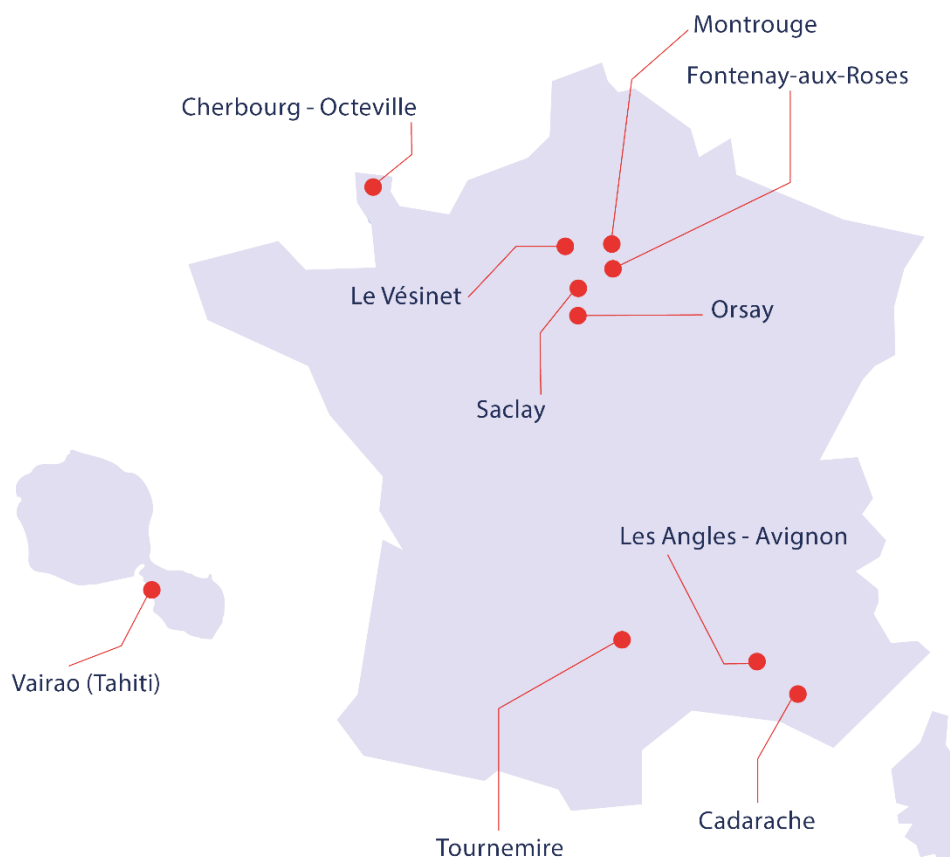
L'article 16 du présent CCAP déroge à l'article 8 du CCAG-Travaux en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 19.4 déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux sur le montant plafond des pénalités de retard

L'article 19.5 déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux sur le montant plancher des pénalités de retard

L'article 22.3 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG en matière de résiliation du marché en cas de non-respect de la clause de sauvegarde.

ANNEXE N°1 : ACCES, COORDONNEES ET MODALITES DE LIVRAISON SUR LES PRINCIPAUX SITES DE L'ASNR



Montrouge (siège social)

15 rue Louis-Lejeune
92120 Montrouge
Tél. : +33 (0) 1 46 16 40 00

Fontenay-aux-Roses

31, avenue de la Division Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses Cedex 3
Tél. : +33 (0) 1 58 35 88 88

Cadarache

BP 3
13115 Saint-Paul-Lez-Durance Cedex

Cherbourg-Octeville

BP 10 Rue Max Pol Fouchet
50130 Cherbourg-Octeville
Tél. : +33 (0) 2 33 01 41 00

Le Vésinet

31 rue de l'écluse
BP 40035
78116 Le Vésinet Cedex
Tél. : +33 (0) 1 30 15 52 00

Orsay

Bois des Rames (Bât.501)
91400 Orsay
Tél. : +33 (0) 1 69 85 58 40

Saclay

BP 68 91192 Gif-sur-Yvette Cedex
Tél. : +33 (0) 1 69 08 60 00

Tahiti

BP 182 98725 Vairao Tahiti
Polynésie Française
Tél. : 00 689 54 60 17

Villeneuve-lez-Avignon

Site des Angles
550 Avenue de la Tramontane
BP 70295 Les Angles
30402 Villeneuve-lez-Avignon Cedex
Tél. : +33 (0) 4 90 26 11 00